



FO DGFIP RHONE
165 rue Garibaldi 69401 LYON Cedex 03
Tél : 04 78 63 32 35 - Fax : 04 78 63 32 10

3 rue de la Charité 69288 LYON CEDEX 02
Tél : 04 72.40.77.12 - Fax : 04 72.40.77.13
fo.drifip69@dgifip.finances.gouv.fr

**STOP A LA DICTATURE DE LA RIGUEUR !
NON A L'AUSTERITE DE DROITE, DE GAUCHE OU SYNDICALE !
ARRET DE LA RGPP !**

Les agents de la DGFIP sont particulièrement touchés.
En près de 10 ans, ce sont 20 000 emplois supprimés à Bercy soit 15% des effectifs
Et c'est plus de 1000 trésoreries qui ont été fermées en 10 ans.

Le volet dépenses du projet de budget 2012 est connu : c'est la volonté de poursuivre cette politique de suppressions d'un emploi d'un fonctionnaire sur deux partants à la retraite.

En 1982 les recettes de l'Etat représentaient 22,5 % du PIB. En 2009, elles représentaient 15,1 % du PIB, soit - 7,4 % 142 milliards sur les 2000 M que représente le PIB en 2009 : Ces 142 M représentent le montant du déficit budgétaire.

S'il n'y avait pas eu les allègements fiscaux, il n'y aurait pas de déficit.

Quels sont ces allègements d'impôts ? En 1986 le taux d'imposition de la tranche maximale de l'IR était de 65 %. Ce taux a été ramené à 50 % en 2000 et il est aujourd'hui à 41 %.

En 1986 il y avait 13 tranches d'imposition, aujourd'hui il y en a cinq.

L'impôt de solidarité sur la fortune a vu sa portée considérablement affaiblie par les exonérations, réductions, augmentation du seuil d'imposition, faiblesse des taux, les droits en matière de donations et de successions ont été réduits.

Le taux de l'impôt sur les sociétés s'élevait en 1985 à 50 %, il a été réduit en 1993 à 33 %.

Les résultats des entreprises sont moins contrôlés que ceux des ménages. Peu de mesures sont prises pour empêcher l'évasion fiscale.

D'autre part, l'état prend en charge les exonérations de cotisations sociales accordées aux patrons. En 2008 l'Etat a renfloué les banques de 360 milliards d'euros.

La dette de l'Etat qui représente en 2010, 1646 M d'€ a rapporté aux banques 45 milliards € d'intérêts soit plus de 80 % du montant de l'impôt sur le revenu.

Ce sont les gouvernements successifs qui ont aggravé la dette et le déficit de l'Etat en multipliant les allègements d'impôt accordés aux sociétés et aux plus riches !

Cette dette n'est pas celle des salariés. Toutes nos revendications sont légitimes !

Les décisions prises dans le cadre de la RGPP lancée en 2007 n'ont qu'un seul but : réduire les dépenses.

Le Premier ministre François Fillon expliquait lors de la réunion de lancement de la révision générale des politiques publiques (mardi 10 juillet 2007)

« C'est la même philosophie qui guide notre projet de ne pas remplacer un fonctionnaire de l'Etat sur deux partant à la retraite. C'est vrai, le non remplacement sans réforme des structures, ce serait une erreur. »

« Oui. Nous tiendrons nos engagements de réduction des déficits et de la dette. (...). Dès l'été, nous allons faire la chasse aux dépenses inutiles, aux doublons. Nous allons restructurer l'administration en fusionnant des services. Il y a de nombreuses pistes, d'importance inégale :

la fusion des services de Renseignement, la réunion de la Direction générale des impôts et de la Comptabilité publique. Croyez-moi : dans le budget 2008, nous tiendrons notre promesse de ne pas remplacer un fonctionnaire sur deux partant à la retraite. »

LA FUSION DGI/DGCP annoncée le 4 octobre 2007 fut l'acte premier de la RGPP

Comment l'administration peut-elle demander aux agents de moins en moins nombreux dans les services de travailler toujours plus alors que les emplois sont détruits et que les services disparaissent du fait des « réformes » successives ?

Les agents perdent peu à peu leur qualification professionnelle et sont démotivés du fait de la poly compétence qui se généralise.

De nombreuses Trésoreries sont menacées de fermeture à l'horizon 2013. Dans tous les services cette situation conduit, à « hiérarchiser » les priorités des tâches et ainsi à abandonner certaines missions dévolues à notre administration. Les agents eux-mêmes, fatigués, excédés par des conditions de travail dégradées sont en situation de stress permanent.

Le public lui aussi, mis en avant par les ministres pour faire avaler les fusions, ne comprend pas les difficultés grandissantes pour joindre les services publics ou pour obtenir d'eux les prestations attendues.

Et le plan d'austérité auquel le gouvernement cherche à associer les syndicats aggrave considérablement la situation. C'en est trop, les agents n'en peuvent plus, il faut que cela cesse !

- **IL EST URGENT D'ARRETER LES SUPPRESSIONS D'EMPLOIS,**
 - **LES MILLIERS D'EMPLOIS SUPPRIMES DOIVENT ÊTRE RESTITUÉS !**
 - **ARRÊT DE LA RGPP ET DES CONTRE- REFORMES ! MAINTIEN DE TOUS LES SITES ET DE TOUTES LES MISSIONS !**
 - **NON AU GEL DES SALAIRES ;**
- FO REVENDIQUE**
- **+ 5% d'augmentation de la valeur du point d'indice pour les années 2011 et 2012**
 - **+ 44 points d'indice pour Tous au titre de la perte du pouvoir d'achats depuis 2000**

**LE 20 OCTOBRE 2011, POUR FAIRE ABOUTIR
VOS LÉGITIMES REVENDICATIONS**

***VOTEZ et faites VOTER POUR
LES CANDIDATS FO-DGFIP***